

Accord professionnel

CAISSE D'ÉPARGNE

ACCORD DU 14 MARS 2008

RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DU VOTE ÉLECTRONIQUE

NOR : ASET0850621M

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour « la confiance dans l'économie numérique » et dans la perspective des futures élections des représentants du personnel au conseil de discipline national au sein de la branche Caisse d'épargne, les parties au présent accord ont initié un processus de négociation relatif à la mise en place d'un scrutin électronique.

La mise en œuvre du vote électronique se fera dans le respect des prescriptions minimales énoncées dans le décret du 25 avril 2007.

Les parties au présent accord sont convenues de l'opportunité de recourir au vote électronique pour l'organisation des élections des représentants du personnel au conseil de discipline national au sein de la branche Caisse d'épargne pour les raisons suivantes :

- la répartition des électeurs sur le territoire national, l'organisation matérielle des bureaux de vote, la mise en place du vote par correspondance rendent complexe l'organisation des élections ;
- le scrutin électronique facilite le processus de vote puisqu'il ne nécessite aucun déplacement, permet de voter à tout moment de n'importe quel endroit. Il s'agit donc d'un système très souple pour les salariés, de nature à favoriser le bon fonctionnement du processus électoral.

La solution retenue est le vote par internet et par téléphone mis en œuvre par le prestataire RDI-Univote.

Article 1^{er}

Principes généraux

Les modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales utilisant le vote électronique seront fixées dans le respect des principes généraux du droit électoral.

Les modalités de mise en place du scrutin électronique permettront de respecter les principes suivants :

- vérifier l'identité des électeurs ;
- s'assurer de la sincérité et de l'intégrité du vote ;
- respecter le secret du vote électronique ;
- permettre la publicité du scrutin.

Article 2

Modalités de vote

A partir du fichier des électeurs sera établi un sous-fichier purement numérique constitué de numéros à 8 chiffres complétés par un code secret à 4 chiffres.

Chaque salarié recevra à son domicile le courrier l'informant des modalités de vote, lui communiquant son numéro d'identifiant et son code secret.

Le code identifiant et le code secret seront strictement personnels. Toute personne non reconnue n'aura pas accès aux serveurs de vote.

En cas de perte de cet identifiant et/ou du mot de passe, le collaborateur devra prendre directement contact par téléphone ou par courriel avec RDI à fins d'authentification et pour que de nouveaux identifiant et mot de passe puissent lui être réacheminés.

Les collaborateurs auront le choix de voter à tout moment pendant la durée du scrutin par voie électronique sur leur lieu de travail, de leur domicile ou de leur lieu de villégiature, ou de tout autre poste informatique équipé d'une connexion internet en se connectant sur le site électronique sécurisé propre aux élections. Ils pourront également, à titre exceptionnel, voter par téléphone s'ils ne disposent d'aucun accès possible à un poste informatique et en ont avertis leur DRH préalablement.

Article 3

Déroulement des opérations de vote

Le cahier des charges annexé au présent document viendra préciser les conditions de mise en œuvre du vote électronique.

Article 4

Entrée en vigueur et durée d'application de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée correspondant à la durée du processus électoral des élections des représentants du personnel au conseil de discipline national, soit du 3 juin au 12 juin 2008.

Il prendra fin à l'expiration dudit processus.

Article 5

Formalités de l'accord

La direction de la CNCE et les représentants des organisations syndicales signataires sont parvenus à un accord autorisant le recours au vote électro-

nique pour les élections des représentants du personnel au conseil de discipline national en recourant à une solution reconnue sur le marché et ayant fait la preuve de sa fiabilité et de sa conformité aux règles applicables en matière électorale et de sécurité informatique.

L'accord collectif national relatif aux élections des représentants du personnel au conseil de discipline national viendra préciser les modalités pratiques d'organisation du vote électronique.

Le présent accord sera déposé par la CNCE selon les dispositions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également transmis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 14 mars 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

UNSA ;

SUD.

Nota: le cahier des charges annexé au présent accord est non diffusable.